

Selon Paul Elek, la rousselisation du PCF s'est achevée lors du 39e congrès et ce n'est une bonne nouvelle ni pour la gauche, ni pour la classe travailleuse, ni pour le PCF lui-même. Loin d'un renouveau et de la réaffirmation d'une « ambition communiste » qui remettraient le parti au centre du jeu politique, ce congrès a entériné à la fois un repli sectaire et une grande confusion – voire des régressions notables – sur une série de questions.

Du 7 au 10 avril, le Parti Communiste Français a choisi Marseille pour tenir son 39^{ème} congrès, un symbole en miroir du 1^{er} congrès de l'organisation en décembre 1921. Conforté par le score obtenu (81,92%) par [son texte](#) lors de la première phase du [processus de congrès tenue en janvier 2023](#), Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF, s'avancé vers une réélection sans risque. Si son arrivée à la direction du parti centenaire, en 2018, avait été le résultat d'alliances hétérogènes de secteurs du parti, qualifiée par certains de « *mariage de la carpe et du lapin* »^[1], le congrès de 2023 a été l'occasion d'une opération d'homogénéisation de la ligne politique du parti et un moyen d'enterrer les lignes de fracture qui parcouraient la galaxie communiste sur de nombreux sujets programmatiques ou stratégiques.

S'il ne fallait alors retenir qu'une chose du 39^{ème} congrès, on pourrait le résumer ainsi : la « rousselisation » du parti s'est achevée. L'orientation de l'organisation communiste a été mise en cohérence avec les prises de positions de Fabien Roussel qui pouvaient encore passer pour des saillies personnelles, des signaux envoyés à certains secteurs du parti, ou enfin comme une renégociation du mandat des communistes au 38ème congrès. Le soutien massif des communistes a confirmé la stratégie d'une renaissance autonome du parti. Mais le PCF est-il vraiment de retour, comme le claironne sa direction actuelle ?

Déploiement communicationnel et légitimisme militant

Sur la forme, le PCF a investi pour mettre en scène sa transparence. En proposant une retransmission live des débats, des votes et des prises de paroles, l'accès au replay des trois jours d'échanges et une émission faite-maison pour commenter ce moment interne, le parti communiste a affiché sa volonté d'apparaître comme une organisation modernisée et démocratique. Le premier jour, le secrétaire national [s'est d'ailleurs empressé](#) d'établir une distinction entre le fonctionnement des communistes et l'organisation insoumise : « *Mêlez-vous de vos affaires. Personne ne dictera aux communistes ce qu'ils doivent voter, penser, faire ou choisir. Nous sommes libres* ». Un moyen au passage de donner satisfaction aux délégué.e.s les plus hostiles à l'égard de la France Insoumise.

Le congrès du Parti communiste est un processus complexe qui requiert la participation de milliers d'adhérents sur les 42 000 revendiqués et à jour de cotisation. Une fois un texte adopté par les militants pour être la « *base commune* » de tous les communistes, celui-ci a vocation à être débattu, amendé et modifié par les adhérents réunis depuis le plus petit cadre de l'organisation (la cellule). Le texte remonte aux échelons supérieurs (sections, fédérations) et chaque échelon envoie ensuite des délégués à l'échelon supérieur pour répéter ce même processus. Il faut néanmoins préciser que des commissions (texte et candidatures) ont pour rôle d'ajuster les amendements, d'établir des compromis et de

sélectionner les délégués afin qu'ils représentent une juste proportion des débats internes^[2]. Elles s'avèrent être, pour la direction du parti, un premier filtre utile pour contenir la contribution des communistes. Lors des votes en congrès, les suffrages sont toujours exprimés sur l'avis de la commission texte, un spectacle démocratique étrange.

Au congrès national, le déroulé du débat a illustré ce rôle central de la commission qui sert de moyen d'indiquer l'avis de la direction du Parti sur les amendements proposés. Au 39^{ème} congrès, c'est un unanimité peu surprenant au sein de l'organisation qui s'est exprimé. La majorité des votes s'est en effet soldée sur des scores assez stables de 80% (en moyenne 430 voix) contre 20 % (80 - 95 voix), et une trentaine d'abstentions récurrentes. Si ces scores reflètent le vote des textes qui avaient été proposés au suffrage des communistes en janvier, certains débats ont fait l'objet de vote qui ont dépassé la simple reproduction de ces positions cristallisées dans le processus de congrès. On peut retenir le cas d'amendements sur des sujets aussi divers que la laïcité, la conception des quartiers populaires ou du socialisme ainsi que sur des sujets internationaux comme la question du qualificatif d'impérialisme à propos de la République Populaire de Chine.

Cependant, de manière générale, le rythme effréné des débats, la limitation du nombre d'interventions et leur durée de plus en plus courte à mesure que le congrès se tenait (de 3 minutes à 1 minute le dernier jour) a transformé l'exercice en suffrage plébiscitaire sur le choix de la direction sortante. Les frustrations militantes à cet égard ont été courantes, et certain.e.s délégué.e.s sont d'ailleurs intervenu.e.s pour souligner la difficulté de tenir de bons débats dans ces conditions. Des remarques ironiques sur l'attitude de la commission texte qui a majoritairement appelé à rejeter les amendements déposés et défendus ont même parfois fusés dans la salle.

Sans pouvoir résumer les équilibres en présence dans chacun des votes, il est possible d'indiquer trois espaces à l'origine du débat interne. D'un côté, minoritaires et défaits amendements après amendements, les signataires du texte « *Urgence de communisme* » qui rassemblait des membres de l'ancienne direction (Pierre Laurent) et des signataires du texte « *Pour un printemps du communisme* » (signée au 38^{ème} congrès par la députée Elsa Faucillon). Ils ont bataillé tant sur des sujets de fond (violences policières, islamophobie, féminisme, déjà-là communiste) que sur des questions stratégiques (rapport à l'union et à la Nupes). De l'autre, certains secteurs du parti les plus favorables à une stratégie identitaire^[3], et à leurs côtés de nombreux membres du mouvement des jeunes communistes. Ils ont poussé pour radicaliser l'agenda de la direction en faveur d'une renaissance du parti sur la base de son autonomisation et de sa réconciliation avec « *le meilleur de [son] passé, tout en allant au-delà des symboles* »^[4].

Ces interventions remarquées dans le congrès ont occasionné un débat pour que le Parti prenne position en faveur d'un objectif de « *transition socialiste* » à comprendre comme « *saut qualitatif* », une fois accomplie la tâche de « *prise du pouvoir d'Etat* ». Au centre, la direction rousselfiste, recomposée autour de secteurs différents du parti (y compris certains soutiens de la direction précédente qui ont basculé), a louvoyé entre refus express des propositions portées par les signataires du texte « *Urgence de communisme* », et une attitude à géométrie variable vis-à-vis des secteurs identitaires, sans pour autant rencontrer de difficultés réelles.

Lignes de fracture et enjeux de la rousselisation du Parti Communiste Français

Le précédent congrès s'étant essentiellement joué sur la réponse à apporter à la crainte des militants d'une disparition de leur parti, l'avènement de Fabien Roussel à sa tête engageait bien plus l'organisation communiste sur une stratégie électorale relativement autonome que sur la ligne politique qui serait celle de son dirigeant par la suite. Pendant la campagne présidentielle, il était alors possible de voir les écarts évidents et réguliers entre le mandat donné par les communistes et les prises de parole de leur candidat^[5].

Alors que le texte d'orientation qui prévalait jusqu'à présent parlait sans encombre d'« *actes racistes, antisémites, xénophobes, islamophobes* »^[6], déclarait que « *le patriarcat, c'est-à-dire le système social de domination des hommes sur les femmes, a précédé le capitalisme. Ce sont deux systèmes qui se nourrissent mutuellement sans jamais se confondre* », ou se livrait à des développements sur le racisme compris comme « *rapport social de domination, d'exploitation et d'oppression. (...) [qui] s'appuie à la fois sur des fractures de l'histoire, des discriminations enracinées et des imaginaires puissants, qui reproduisent en permanence l'exclusion de secteurs entiers de la population* », le texte proposé cette fois-ci par la direction brillait par sa capacité à offrir un ton très neutre aux passages consacrés aux débats au cœur des évolutions du camp social progressiste.

Outre la suppression du mot « *islamophobe* » et l'absence des mots « *violences policières* », avant amendement, le texte propose des formules souvent convenues comme : « *Les communistes ont la conviction que la révolution sera féministe ou ne sera pas* » ou plus traditionnelles comme : « *En outre, les rapports de production ne peuvent être profondément transformés sans dépasser les rapports qui continuent d'assigner les femmes aux tâches reproductives, dans toutes leurs dimensions. C'est la raison pour laquelle nous portons l'ambition d'une révolution féministe pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes et réaliser l'égalité entre femmes et hommes* ».

Cette volonté d'entériner des reculs dans le dialogue des communistes avec les préoccupations des mouvements et groupes sociaux engagés au sein du camp social s'illustre à merveille dans le passage d'une des responsables des questions féministes du parti sur [l'émission de congrès proposée par le PCF](#). Elle tente d'y expliquer difficilement la différence entre le « *féminisme lutte de classe* », « *plus universaliste* », défendu par les communistes et le courant intersectionnel « *qui vient des États-Unis avec une spécificité différente qui vient des États-Unis et qu'on ne peut pas appliquer concrètement en France* » [tout en précisant](#) que le parti ne s'inscrit pas en « *opposition nette* » à ce courant et se garde de « *hiérarchiser les luttes* ». Prudences sémantiques ou réécriture de la ligne politique du parti ? La direction du parti communiste semble en tout cas passée maître dans le discours ambivalent. Sauf qu'à bien regarder, on trouve ailleurs des propos plus agressifs qui assument l'opposition. Julia Castanier, membre de la commission féministe du PCF et de sa direction, [écrit ainsi](#) dans une tribune dans *l'Humanité* :

« *Face à l'influence de la pensée intersectionnelle sur le mouvement féministe, il nous faut structurer une approche matérialiste et universelle. Bien qu'elle ait le mérite de penser l'ensemble des dominations, l'intersectionnalité est aujourd'hui un obstacle. Elle place le mouvement féministe dans l'impasse de la marginalisation par la division du camp des opprimé·e·s, la fixation d'identités rigides et la gradation de la légitimité de celles et ceux qui portent ces luttes* ».

Certes, le débat sur les intérêts et les limites de l'outillage intersectionnel [mérite d'être posé](#). Cependant, sa caricature en théorie qui serait par essence inadéquate à la réalité sociale française résonne davantage comme une récitation du catéchisme du Printemps Républicain, et comme une manière de se démarquer d'autres forces de gauche ou de la plupart des mouvements antiracistes actuels, que comme un débat de fond. Cette dernière organisation a [d'ailleurs ses entrées à Colonel Fabien](#).

Sur le racisme, le texte, avant amendements, semble renouer avec des visions classiques redoublées d'une revendication de l'héritage communiste en matière d'antiracisme :

« Et alors que des millions de femmes et d'hommes de notre pays sont chaque jour blessé·es, humilié·es par des propos ou des actes racistes, par les discriminations à l'embauche et au logement, ou par des campagnes qui s'en prennent avec virulence aux musulman·es, nous voulons promouvoir une conception communiste de l'antiracisme communiste, capable d'obtenir des avancées concrètes pour l'égalité réelle. Cette conception communiste de l'antiracisme vise l'égalité des droits de toutes et tous, indépendamment de la classe sociale ».

Cette proposition vague et potentiellement contradictoire (l'égalité des droits équivaut-elle à l'égalité réelle ?) semble surtout compatible aujourd'hui avec un secrétaire national aux abonnés absents dans les événements récents organisés à l'initiative de différents mouvements antiracistes et des quartiers populaires (Marche contre l'islamophobie, lutttes contre les crimes policiers, etc.), contrairement à ce fameux rassemblement policier devant l'Assemblée nationale où Fabien Roussel avait paradé (pas seul puisqu'étaient également présents alors Yannick Jadot et Anne Hidalgo)...

Pendant le congrès, les conditions du débat n'autorisaient pas la poursuite de véritables discussions sur les conceptions féministes et antiracistes qui parcourent encore de nombreux appareils politiques et la société civile organisée. Elles avaient fait l'objet de vives confrontations internes au sein de la galaxie communiste. La réécriture des positions du PCF s'est ainsi faite via de grands votes de soutien aux propositions de la commission texte même si des modifications réelles sont à prévoir dans le texte final. Ce sont souvent par le dépôt de quelques amendements que des délégué.e.s ont pu soulever les analyses divergentes qui essaient le parti communiste.

À au moins deux occasions, la question de l'utilisation des mots de « *violences policières* » a été soulevée et refusée par la direction qui leur a substitué subtilement les mots de « *violences d'Etat* ». De même, alors qu'une déléguée insiste sur la nécessité d' « *enrichir* » le texte sur la reconnaissance « *d'un racisme structurel avec pour origine le passé colonial de la France* » et la réintégration du mot « *d'islamophobie* », elle se voit rétorquer une fin de non-recevoir par un membre de la direction. [Ce dernier concède](#) que si l'extrême-droite prend pour cible les musulmans et que les communistes doivent participer de cette bataille contre ce racisme, le mot indiquerait une « *interdiction d'avoir une position de discussion de peur ou de quoi que ce soit par rapport à une religion* » et qu'il « *n'apporte rien et au contraire ouvre des problèmes* ». D'autres moments de friction ont eu lieu lors de discussions notamment sur les quartiers populaires. Le texte était accusé d'en donner une image négative, les invoquant principalement à propos des enjeux de l'abstention électorale ou des trafics.

La première phase de la rousselisation a consisté ainsi dans l'éviction assez sereine des débats soulevés par la pensée critique et militante qui s'est déployée au sein du mouvement féministe et antiraciste. Souvent, la direction s'est bien gardée d'un rapport d'opposition frontale aux théories critiques qui irriguent les mouvements sociaux, et a plutôt opté pour des formules ouvertes ou s'est réfugié dans les conceptions classiques de la gauche républicaine du 20^{ème} siècle. Dans cette bataille, les signataires d'« *Urgence de communisme* », ont pu mesurer la difficulté d'être minoritaire et la quasi-unanimité du reste du parti concernant cet alignement sur la vision de Fabien Roussel, jusque-là représentative de secteurs du parti marqués par une certaine nostalgie de l'ère Marchais.

Le communisme, toujours introuvable ?

Fait notable au sein de l'orientation discutée au congrès, le deuxième jour a été l'occasion d'un court débat sur la conception du communisme. Différentes positions, traditionnelles au sein du parti communiste, se sont affrontées, parfois dans une dichotomie un peu caricaturale entre partisans du communisme conçu comme *visée* et *mouvement de transformation du réel* ou partisans d'une vision étapiste du projet communiste voire franchement passéiste avec la revendication de l'appellation de « *socialisme démocratique* ». Certains refusaient également d'opposer vision dynamique du communisme et clarification de la position du parti sur la société une fois « *libérée de la domination du Capital* ». C'est le concept de *déjà-là* communiste forgé par Bernard Friot, omniprésent dans les esprits sans être jamais nommé qui a fait l'objet d'une bataille particulière en recoupant notamment la fracture entre signataires des deux textes.

Alors que différentes interventions tentaient de souligner l'intérêt de miser sur un communisme non utopique et sur ces appuis présents dans les institutions du travail et de la protection sociale, d'autres ont fustigé un réformisme mal venu. La direction, poussé par les secteurs en faveur d'un questionnement sur « *la phase socialiste vers le communisme* » ou une « *voie socialiste à la française* » a botté en touche, transformant globalement la question du déjà-là communiste en « *acquis sociaux* » précieux et en renvoyant le questionnement sur la notion de socialisme à un vaste débat à organiser parmi les communistes.

Dans ce débat, il faut noter la capacité de pans entiers du parti à secouer la direction, à commencer par des membres du mouvement des jeunes communistes. L'organisation de jeunesse avait d'ailleurs adopté dans son congrès de janvier 2022 une formulation cinglante sur la question : « *La conquête du pouvoir d'État par le prolétariat doit permettre le contrôle démocratique des entreprises, des banques, des services publics et des collectivités locales. C'est ce que nous appelons le socialisme* »^[7]. Ce discours, autrefois largement minoritaire si l'on se souvient du score des anciens textes alternatifs aux mêmes accents, a montré ici l'étendue de sa force. Ce quasi-courant au sein du parti communiste a ainsi démontré sa capacité à profiter de l'accès de Fabien Roussel à la direction pour se renforcer. Ces secteurs offrent l'avantage pour la direction de soutenir sa stratégie d'autonomisation vis-à-vis de la FI et de la Nupes. Ils sont le moteur de la quête identitaire qui traverse le parti, bien qu'ils puissent s'exprimer en opposition sur le contenu, jugé réformiste, du projet actuel du PCF. Pour prendre pied dans le parti, les rengaines identitaires des dernières décennies ont d'ailleurs régulièrement joué sur les procès en « *huisme* » (synonyme en interne de renoncement réformiste) des directions sortantes, en

Un Front Populaire sans la Nupes ?

Pour les observateurs extérieurs au congrès, les évolutions stratégiques du PCF sont souvent saisies à l'occasion d'une prestation médiatique de son secrétaire national. Fabien Roussel a d'ailleurs millimétré ses interventions, glissant ici et là des formules à même de susciter l'attention de la presse pour quelques phrases juteuses de distinction avec ses partenaires de la Nupes. À la première, il envoie une pique contre les insoumis. À la dernière, il s'amuse sur un ton provocateur : « *Concernant la NUPES, il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. Mais il faut changer l'eau du bain de temps en temps !* ». Une semaine après [avoir fait savoir](#) qu'il fallait envisager l'élargissement de l'union à gauche aux vestiges du hollandisme, en l'occurrence Bernard Cazeneuve, le chef de file des communistes continue à marcher sur une ligne de crête à propos de l'accord qu'avait passé le PCF lors des élections législatives de 2022, pour conserver un groupe à l'Assemblée nationale.

Le congrès n'a pas réellement précisé l'affaire. Sur la question de la stratégie d'action au sein de la gauche et de la Nupes, les discussions ont été fortement marquées par des interventions de dénonciation de « *l'hégémonie de la FI* » ou de sa « *volonté de domination* ». L'écœurement militant, guidé par la fierté d'avoir assisté à un retour jugé conquérant du parti aux élections européenne et présidentielle, a penché en faveur d'une poursuite de la visée autonome du parti, résumée dans le texte du congrès précédent par la formule suivante : « *Être présents avec nos candidates et candidats à toutes les élections* ». Si le texte du 39^{ème} congrès renvoie dans sa partie 6, la décision du parti sur les élections européennes de 2024 à l'été 2023, il précisait avant amendements : « *Nous participerons à cette élection et y défendrons notre vision de la construction européenne, en rupture avec les traités existants* ».

Jugée assez vague, l'ensemble du passage a fait l'objet d'interventions durant le congrès, voyant des délégués presser le parti de conditionner de possibles alliances à la direction de la liste par un communiste. Une contrainte refusée par la direction qui n'a pu être soutenue cette fois-ci que par une courte majorité (55%). Courageuse mais pas téméraire, la direction rousseliste, bien qu'elle se soit appuyée sur ce souhait d'autonomisation pour accéder à son poste, a su mesurer les attentes pour se réserver des marges de manœuvres pour l'échéance électorale.

Quant à la proposition de Fabien Roussel d'œuvrer à la création d'un nouveau front populaire, elle semble se heurter à deux écueils de taille.

Premièrement, ses partenaires de la Nupes pourraient ne pas partager l'optimisme des communistes quant à la renaissance du PCF. À l'heure où sa dynamique médiatique s'est échouée sur le score modeste de 2,28% des suffrages exprimés (802 422 voix) à la présidentielle, il n'avait obtenu comme soutien que celui des quelques miettes du socialisme républicain français (MRC, GRS, NGS). *Les faits sont têtus*. Difficile de s'ériger alors en tête de proue du rassemblement électoral de la gauche, d'autant que sa relation avec les écologistes pourrait faire l'objet d'un peu de réparation. Pour l'instant, le dirigeant du PCF ne semble recevoir que le soutien de socialistes en conflit avec la direction du PS^[8],

en rupture avec la NUPES et ravis de l'aggiornamento du parti sur une ligne [« réac-publicaine »](#). L'éléphant dans la pièce reste la position du PCF sur la *« rupture avec le système économique »*, condition du *« pacte »* qu'il souhaite proposer *« à la gauche et aux syndicats »*.

Deuxièmement, le secrétaire national du PCF devra faire la démonstration que sa proposition, au-delà de la Nupes, soit à même de [« rassembler la diversité des hommes et des femmes de gauche pour pouvoir parler aux plus de Français possible »](#). Or, pour l'instant, entre le périmètre flou évoqué et d'habituelles évocations de l'abstention ou de l'électorat du RN comme défis électoraux pour atteindre une majorité dans le pays, le dirigeant communiste bute sur des classiques pas franchement novateurs. Au congrès, la traditionnelle rengaine militante sur le besoin de *« militer au quotidien hors période électorale »* et de se réimplanter dans *« les entreprises et les quartiers populaires »* a, elle aussi, échoué à éclairer le raisonnement collectif conduisant à meilleurs pistes.

La deuxième étape de la « rousselisation » du parti s'exprime ainsi comme une redoutable habileté de la direction à répondre aux aspirations d'autonomie des communistes, quitte à dénoncer l'hégémonie insoumise et à critiquer une Nupes qui n'a *« ni enclenché une dynamique de victoire, ni permis de progresser en nombre de suffrages par rapport aux scores cumulés de la présidentielle »*^[9], sans réellement offrir de proposition alternative claire, fondée sur autre chose que le refus de la place que le PCF y occupe.

La polémique de sortie

Dans son discours de clôture du congrès, Fabien Roussel et son équipe de communication ont pour le final, offert un spectacle de *dog whistle politics*^[10]. Au milieu d'un passage sur le libre-échange, la désindustrialisation, la circulation des marchandises et le *« produire français »* aux accents souverainistes de gauche, Fabien Roussel lâche des signaux à l'électorat populaire de droite qu'il pense pouvoir récupérer. Après l'évocation d'*« une France Forte »*, coïncidence fâcheuse mais sûrement hasardeuse avec leslogan de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012, le dirigeant communiste utilise par contre l'expression *« ils ont transformé nos frontières en passoires »*, une métaphore maintes fois utilisées par l'extrême-droite à propos de la soi-disant invasion migratoire.

À chaque nouvelle frasque provoquée par Fabien Roussel, la communication du parti et les militants dénoncent, indignés, des attaques déplacées, [la « meute »](#) qui s'en prendrait injustement aux communistes. Un exercice collectif qui n'est pas sans rappeler le phénomène similaire de la France Insoumise en 2018 et 2019 autour de [sa réflexion sur les « fachés mais pas facho »](#). Reste que le suspense fut à courte durée cette fois-ci. Le lendemain, sur une chaîne de télévision, le secrétaire national questionné par une journaliste en quête de polémique [admet qu'il faut être plus « ferme »](#) dans la gestion migratoire, pataugeant par la suite pour retrouver la position des communistes sur la défense d'un accueil digne des personnes exilées.

La troisième et dernière étape de la « rousselisation » du PCF est donc l'organisation de cette dissonance cognitive par le secrétaire national et son équipe qui accule les communistes à sa défense, et participe petit à petit à ancrer dans le projet des communistes, les repères embarrassants de ses prises de parole à contre-courant. André

Chassaigne avait eu l'extrême clairvoyance de [remarquer en amont du congrès](#) : « *La question est de savoir si nos idées ont pénétré dans l'opinion. Il ne faut pas juste que Fabien Roussel soit le coco aimé par les mecs de droite* ». Rien n'est moins sûr.

L'envers solitaire du PCF

Il serait désormais faux de dire que le Parti communiste français n'a pas épousé les contours inquiétants du projet de son secrétaire national. La réécriture à marche forcée de sa ligne politique, comme la réorganisation des rapports de force internes au sein des directions fédérales et de la direction nationale engagent le parti dans un avenir incertain. Ses partisans y voient le début d'une « [reconquête](#) », et croient en la vitalité nouvelle du Parti qui conjuguerait visibilité médiatique et renouveau militant. Nous sommes plutôt tentés d'y voir un basculement sans retour en arrière possible. Si la direction rousseliste reste prudente dans ses prises de positions écrites et a ancré son assise dans le parti, tapent à sa porte des volontaires pour un projet inspiré des œillères stalinienne. Une question reste ainsi ouverte. Le Parti communiste peut-il retrouver un véritable rôle au sein de la classe travailleuse en assumant la fuite en avant dans une ligne qui mêle splendide isolement sectaire et dérives droitières ?

Notes

^[1] Un élément de langage des signataires du texte « Pour un printemps du communisme ».

^[2] Au sein du Parti Communiste Français, les tendances officielles n'existent pas même si par le dépôt de textes alternatifs à échéance régulière pour les congrès, se cristallisent des courants non officiels.

^[3] L'on peut noter parmi eux des anciens partisans du courant « *Faire vivre et renforcer le PCF* », repaire des communistes en rupture avec l'héritage eurocommuniste et suggérant un chemin avec les exemples du KKE grec et du PCP portugais en tête.

^[4] Voir :

<https://www.mediapart.fr/journal/politique/100423/en-perte-de-vitesse-le-pcf-renoue-avec-les-dogmes-d-antan>

^[5] Voir :

<https://www.contretemps.eu/roussel-pcf-communisme-elections-strategie-melenchon-gauch-e/>

^[6] Texte, Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle, adopté au 38^{ème} congrès du PCF

^[7] Texte du 43^e congrès du MJCF, 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif.

^[8] Sur twitter, il a ainsi été félicité notamment par Carole Delga, Lamia el Aaraje, et Nicolas

^[9] Texte de la base commune.

^[10] Le concept réfère à des appels de pieds à un électorat ou groupe social effectué sans susciter d'opposition.